

ralisme et dont Porto Alegre a été une première ébauche. Pour ce faire, il faut une affirmation féministe internationaliste, il faut reconstruire un mouvement autonome des femmes fort – dont les formes restent à définir – qui produise de la pensée politique et construise des mobilisations. La Marche mondiale des femmes doit être un tremplin important dans ce processus.

Résistances mondialisées

Josep-Maria Atentas

Étudiant-chercheur à l'université de Barcelone, membre d'Espace alternatif et militant du Movimiento de Resistencia Global.

La jeunesse face à la globalisation capitaliste

Naissance du Mouvement de résistance global dans l'État espagnol

Le Mouvement de résistance global (MRG) a pris forme en Catalogne à l'approche de l'été 2000. Il regroupait alors des personnes liées au Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE), au Collectif de solidarité avec la rébellion zapatiste, des secteurs du mouvement autonome et divers collectifs de base locaux. Dès le départ, le MRG s'est voulu un réseau diffus de coordination de collectifs et de personnes engagés dans un travail de base et déterminés à intervenir dans les luttes contre la globalisation capitaliste. Dès le départ ont également coexisté deux visions stratégiques, l'une se préoccupant surtout de participer aux campagnes et aux mobilisations internationales (journées d'action, contre-sommets...), l'autre davantage centrée sur le travail local et moins en prise sur les processus internationaux. Le MRG a organisé sa première campagne dans le cadre de la préparation de la mobilisation contre le FMI et la Banque mondiale à Prague, en septembre 2000. Cette campagne a permis la formation de différents MRG dans les principales villes de l'État espagnol, dont Madrid, Valence ou Saragosse. À chaque fois, ces MRG ont vu converger des forces au profil multiple, d'où une certaine hétérogénéité dans leur orientation par-delà leurs références communes.

La mobilisation de Prague s'est transformée en une lutte fondatrice du mouvement contre la globalisation capitaliste dans l'État espagnol. Seul le MRG a pris en charge cette campagne au caractère éminemment jeune, à l'image de la dynamique internationale de cette mobilisation. Les militants jeunes qui s'y sont investis avaient souvent une expérience dans différents mouvements, mais certains ne s'étaient engagés que récemment. Le succès de Prague a permis au MRG de s'affirmer comme un pôle de référence du mouvement anti-globalisation dans l'État espagnol.

Après Prague, c'est la préparation des mobilisations contre la conférence de la Banque mondiale qui a focalisé les énergies. Prévue pour se tenir à Barcelone

du 25 au 27 juin 2001, elle a été annulée au dernier moment par crainte des protestations. La campagne « Barcelone 2001 » a permis de transformer le profil du mouvement « anti-globalisation » dans l'État espagnol et d'élargir sa base sociale, par un processus de convergence d'un large éventail d'organisations sociales. Le MRG a cessé d'être le protagoniste exclusif de la lutte contre la globalisation pour s'impliquer dans une dynamique complexe de confluence entre mouvements très différents et de recompositions sociales éclair. Il est trop tôt pour distinguer clairement les effets de cette diversification du mouvement « anti-globalisation » sur le développement des réseaux jeunes et du MRG lui-même, mais elle modifie substantiellement le contexte dans lequel la jeunesse forgeait son univers politique dans la dernière période.

L'essor du mouvement de la jeunesse dans l'État espagnol, alors que se multiplient les résistances à la globalisation, se produit dans un contexte encore marqué par deux grandes tendances au cours des années 80. D'une part, l'affaiblissement des structures et des réseaux militants et l'évolution à droite du mouvement syndical. De l'autre, la crise de la gauche politique, avec le blocage du projet incarné par Izquierda Unida¹ et la dispersion de la gauche révolutionnaire². Les conditions sont ainsi réunies pour l'irruption d'un puissant mouvement de la jeunesse, à l'écart des mouvements animés par la vieille génération militante et à l'écart de la gauche politique. Cette profonde radicalisation de la jeunesse face à la globalisation capitaliste a une cause double.

En premier lieu, dans la deuxième moitié des années 90, avant même Seattle, s'étaient déjà tenues des campagnes et des initiatives significatives sur le terrain de la solidarité internationale et de la critique de la globalisation. Elles ont constitué un précédent et ont jeté les bases de l'explosion qui a suivi et de l'intérêt croissant pour ce mouvement anti-globalisation. Trois événements ont été particulièrement marquants. D'abord le Forum alternatif qui s'est tenu à Madrid en 1994, contre l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, dans le cadre de la campagne « 500 ans, ça suffit » lancée aux États-Unis. Ensuite, la formation du mouvement de solidarité avec le Chiapas qui a culminé avec la tenue en 1997, dans l'État espagnol, des II^e Rencontres pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Même si la solidarité avec le Chiapas est restée limitée, le zapatisme et la figure de Marcos sont devenus des référents fondateurs dans l'imaginaire de la jeunesse radicalisée. Enfin, le Référendum social organisé par le Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE), le 12 mars 2000, jour des élections générales, a recueilli plus de 1 250 000 suffrages malgré son interdiction dans de nombreuses villes du pays³. Au-delà de ces trois événements, il faut rappeler que des secteurs de la gauche syndicale ont participé au réseau des euro-marches contre le chômage à Amsterdam en 1997 et à Cologne en 1999 avec, il est vrai, une faible participation de la jeunesse.

En deuxième lieu, la vague de radicalisation actuelle dans la lutte contre la globalisation capitaliste a été précédée par une première vague de radicalisation de la jeunesse autour du mouvement *okupa* dès la fin 1996. Le détonateur fut l'évacuation brutale d'un centre social *okupado*, installé dans un ancien cinéma – *Cine Princesa* – en plein centre de Barcelone, dans le cadre de l'application du nouveau code pénal qui qualifie de délit l'occupation de logements vacants. Il s'en est suivi un développement irrésistible du mouvement dans l'ensemble de l'État espagnol, devenu l'axe central de la mobilisation et de la radicalisation de la jeunesse. Pour la seule Catalogne, entre 1996 et 1998, on a compté plus de 100 évacuations policières et 182 procès suite à l'*okupación* d'immeubles vacants⁴. Le mouvement *okupa* a catalysé un puissant mouvement autonome, relativement hétérogène, lieu de différentes propositions d'action politique⁵. La radicalisation actuelle contre la globalisation s'appuie pour une part sur cet essor du mouvement autonome, tout en dépassant clairement son cadre, avec un spectre beaucoup plus large et multiple dans la jeunesse.

La jeunesse et le nouveau cycle de protestation

L'importance du MRG réside dans ce qu'il est non la seule, mais la meilleure expression de la radicalisation d'une frange importante de la jeunesse de l'État espagnol en lutte contre la globalisation. Cette radicalisation présente des caractéristiques communes avec des phénomènes analogues à l'œuvre dans d'autres pays. L'apparition d'une nouvelle génération de militants jeunes et leur rôle dans la plupart des grandes mobilisations internationales est peut-être l'un des éléments les plus remarquables du nouveau cycle de protestation enclenché ces dernières années, avec des rythmes et une ampleur divers, dans le monde entier.

La radicalisation de la jeunesse apparaît comme un phénomène général avec des formes et des contenus apparemment similaires au-delà de l'existence de spécificités nationales et d'éléments de différenciation. On peut relever nombre de caractéristiques génériques de la nouvelle génération militante en formation, aussi bien dans des mouvements comme *Reclaim the Streets* (RTS) en Grande-Bretagne, *Direct Action Network* aux États-Unis, les *Tute bianca* italiens ou le MRG dans l'État espagnol. Bien que marqués par leur origine nationale, la plupart ont exporté leurs pratiques à l'échelle internationale, comme le RTS ou les *Tute bianca* italiens. Pour transcender les frontières, ces mouvements ont développé des caractéristiques identitaires propres, à l'image des *street-parties* du RTS ou encore les vêtements blancs des *Tute bianca*. Le MRG en revanche n'a pas développé de trait identitaire spécifique aussi marqué et c'est peut-être pourquoi il n'a pas eu d'influence au plan international.

Mais la radicalisation de la jeunesse ne se réduit pas aux réseaux évoqués ici qui en sont la manifestation la plus patente. De nombreux jeunes sont également actifs dans des organisations écologistes, les mouvements de solidarité, les campagnes pour l'abolition de la dette, etc., qui s'inscrivent dans le conglomérat des mouvements anti-mondialisation⁶.

On peut relever plus particulièrement deux caractéristiques dans cette radicalisation de la jeunesse. Il y a d'abord le caractère généraliste des mouvements de jeunesse, leur combativité particulière au sein des mouvements anti-mondialisation. L'élaboration programmatique n'y est guère poussée et l'intérêt pour les alternatives à l'ordre économique régnant y reste limité. Ils sont en revanche porteurs d'une idéologie anticapitaliste générique, fortement ancrée dans l'autogestion et la démocratie d'en-bas, sans que soit explicité un projet spécifiquement socialiste. Ce caractère anti-systémique global marque un changement de tendance par rapport à certains mouvements de jeunes il y a dix ou quinze ans, souvent marqués par des préoccupations plus sectorielles ou spécifiques. Nombre de mouvements de jeunes créés pour des campagnes spécifiques évoluent aujourd'hui rapidement vers une critique globale des fondements de la globalisation néolibérale. C'est patent entre autres aux États-Unis où ces dernières années ont vu l'émergence d'un fort mouvement étudiant contre les pratiques patronales abusives des multinationales nord-américaines dans les pays du tiers-monde. Même s'il y a des éléments de continuité, cette nouvelle contestation contraste avec le militantisme du début des années 90 plutôt centré sur les questions de la « politique d'identité »⁷.

En deuxième lieu, les formes d'action et d'organisation des mouvements de la jeunesse se fondent sur une critique, plus ou moins explicite, des partis de gauche et, plus largement, de tout ce qui est perçu comme la « vieille gauche ». Cela se traduit essentiellement par une volonté de structuration horizontale du mouvement et le choix de formes d'action et de mobilisation peu conventionnelles. En matière d'organisation, il y a un rejet évident des organisations structurées et rigides au profit de réseaux peu formalisés en termes de structures et de responsabilités. Le rejet et la méfiance à l'égard des politiques d'appareil, la volonté de se réappropriier par la base l'activité politique, tout cela se manifeste dans les mobilisations sociales de ces dernières années, impulsées en dehors des appareils syndicaux et politiques. Cette méfiance prend une forme particulièrement aiguë dans les rangs de la jeunesse.

Les mouvements de jeunesse se caractérisent aussi, quant aux formes de mobilisation et d'action, par le choix de l'action directe non violente et de la désobéissance civile qui constituent un élément identitaire profond. S'y combinent deux aspects : la volonté de maintenir une attitude de transgression et de confrontation directe, et la volonté d'impulser des formes d'organisation parti-

cipatives, impliquant une préparation collective préalable (entraînements, préparation matérielle, etc.) et un engagement actif dans la réalisation (manifestations-fêtes, désobéissance civile, etc.). Beaucoup de jeunes doutent de l'aptitude à stimuler l'action et même de l'utilité des manifestations classiques où les cortèges des organisations défilent à la queue-leu-leu.

Les défis stratégiques d'une nouvelle génération militante

La montée en puissance d'une nouvelle génération présente plusieurs défis stratégiques pour le mouvement contre la globalisation capitaliste. Il ne s'agit pas d'aborder ici l'ensemble des défis à venir, mais de considérer seulement ceux qui ont un rapport plus direct avec la radicalisation de la jeunesse.

Il faut d'abord élargir la composition sociale des secteurs de la jeunesse qui se mobilisent. Ce sont surtout de jeunes étudiants issus des classes moyennes qui ont participé jusqu'à présent aux mobilisations anti-globalisation ; les jeunes travailleurs ou les minorités ethniques y demeurent marginaux. Aux États-Unis on peut attribuer l'absence de jeunes issus des couches sociales les plus défavorisées à un manque d'information, à l'urgence de problèmes plus « immédiats », ou encore à la méfiance envers des mouvements dominés par des étudiants blancs⁸. Comme le souligne Christophe Aguiton⁹, la radicalisation de la jeunesse, comme dans les années 60, a pris naissance au « centre », chez les jeunes qui vivent au cœur du système. Notre défi principal est de l'étendre vers les secteurs « périphériques ». Cela passe par la capacité à connecter les luttes locales et les mobilisations de quartier engagées par de jeunes travailleurs avec la dynamique générale des résistances à la globalisation et à relier les grandes revendications « anti-globalisation » aux demandes concrètes d'amélioration des conditions de travail et de vie.

Il faut aussi éviter toute rupture générationnelle entre la jeunesse radicalisée et les militants des générations antérieures. Comme le souligne encore Aguiton, ce problème caractéristique de chaque période où apparaît une nouvelle génération militante ne peut se résoudre que par la recherche systématique et consciente de points de rencontre et de construction d'alliances, par la définition de pratiques et de codes partagés entre ces différentes générations. L'éventail des réseaux et des organisations convergeant dans les mobilisations et les campagnes est particulièrement large tant sur le terrain idéologique, que dans le domaine des objectifs et des méthodes. Naomi Klein décrit avec pertinence ces coalitions sociales sous le terme de « nuée de moustiques »¹⁰. Il n'en est que plus nécessaire d'établir les orientations aptes à faire converger les différentes composantes, en particulier les secteurs jeunes les plus combatifs et le reste des mouvements sociaux. Cela passe par des alliances flexibles, des formes de coordination unitaires, et des campagnes où chacun trouve sa place,

qui ne brident pas les mouvements de la jeunesse. Il s'agit, autrement dit, de combiner et de diversifier les formes de militantisme (action directe, manifestations de masse, débats programmatiques, etc.) non pour qu'elles se concurrencent, mais pour qu'elles se renforcent mutuellement¹¹.

Au niveau européen, la convergence stratégique entre les réseaux jeunes les plus importants et d'autres mouvements ne s'est réalisée que de façon précaire. Les mobilisations contre le FMI et la Banque mondiale à Prague ont été presque exclusivement le fait de jeunes, en l'absence d'autres mouvements, notamment syndicaux. À Nice, fin 2000, la convergence entre les réseaux jeunes et d'autres, comme Attac ou les euro-marches, s'est produite pour la première fois mais de façon encore embryonnaire ; les jeunes y étaient nettement moins nombreux qu'à Prague et il n'y a pas eu de préparation réellement commune des mobilisations. Gênes a fourni une rencontre plus profonde. Aux États-Unis, la convergence stratégique entre la jeunesse radicalisée et d'autres mouvements paraît plus stable, quoique non exempte de problèmes. L'alliance entre la jeunesse radicalisée, les mouvements écologistes, les associations pour les droits de l'homme, entre autres, et le mouvement syndical est une nouveauté de ces cinq dernières années. C'est une différence substantielle avec les années 60, où le mouvement syndical se refusait à soutenir les mouvements contre la guerre du Vietnam et en faveur des droits civiques¹².

Pour impulser cette alliance particulière entre jeunesse radicalisée et mouvement syndical, il faut concevoir des campagnes et des mobilisations susceptibles de consolider leur convergence mutuelle. Le blocage des Bourses dans huit métropoles australiennes le 1^{er} mai 2001 est sans doute une bonne illustration de coordination entre les franges combattives du monde du travail et le mouvement jeune, qui mérite d'être popularisée¹³. En Grande-Bretagne, RTS a organisé un 1^{er} mai festif en l'an 2000, avec un large écho, mais sans coordination avec la gauche syndicale¹⁴. Pour que prenne corps une véritable alliance entre mouvement syndical et mouvement jeune, il faut un renouveau des luttes syndicales comme en témoigne l'expérience du mouvement aux États-Unis. De même, dans des pays où les traditions politiques et culturelles du syndicalisme et de la jeunesse sont plus éloignées, comme en Grande-Bretagne, cette alliance s'est concrétisée de façon ponctuelle lors de luttes ouvrières emblématiques, avec le soutien apporté par RTS aux mobilisations des dockers de Liverpool en 1997, sa participation aux euro-marches contre le chômage, ou son soutien aux travailleurs du métro de Londres pendant la grève en 1998¹⁵.

Pour ce qui est de l'État espagnol, la collaboration entre le mouvement jeune et la gauche syndicale s'est limitée à l'organisation de la campagne de Nice, puis de la campagne Barcelone 2001 contre la Banque mondiale, avec un bilan

positif malgré quelques tensions quant aux formes et aux méthodes d'action. Mais il ne s'est pas produit d'intégration des luttes respectives, notamment du fait que le cycle de mobilisation de la jeunesse ne s'est pas accompagné d'une renaissance comparable de la combativité syndicale dans l'État espagnol, même si on peut enregistrer quelques luttes syndicales d'une certaine importance. Les rythmes de ces deux mouvements restent désynchronisés. Par contre, il y a bien eu une vraie convergence entre militants jeunes et syndicalistes de gauche au sein des plates-formes de soutien aux occupations menées par des immigrés sans papiers, dont le point culminant s'est situé aux mois de janvier et février 2001.

Enfin, la forme que revêt la radicalisation de la jeunesse est le symptôme le plus évident que nous traversons une période de profonde recomposition et mutation des mouvements sociaux et de changement dans leurs rapports à la politique. L'émergence de mouvements généralistes qui transcendent les sphères jeunes suppose une modification du rapport entre le social et le politique. Dans ce contexte, s'organiser en termes politiques n'est pas perçu comme une nécessité par la majorité des nouveaux militants jeunes, et l'organisation politique semble connaître une véritable crise de sens. Pour de nombreux militants, le social et le politique ne sont pas deux instances distinctes, le second se dissolvant dans le premier qui se suffit alors à lui-même¹⁶.

Pour autant cela ne constitue pas un obstacle à l'implication active de nombreux jeunes politiquement organisés dans les mouvements jeunes ou dans les luttes actuelles. Dans certains cas, la gauche révolutionnaire semble avoir joué sur le plan collectif un rôle notoire dans l'organisation de mobilisations récentes à forte composante jeune, comme les protestations contre le Forum économique mondial de Melbourne, au prix de controverses stratégiques d'importance avec des secteurs politiquement non organisés¹⁷. Ailleurs, comme à Prague, les rapports entre certains courants politiques organisés et la dynamique du mouvement jeune ont pris une tournure carrément conflictuelle. De toute façon, l'essor d'une nouvelle génération militante représente un défi majeur pour la gauche révolutionnaire qui doit défendre un projet politique propre dans un esprit ouvert et sans préjugé quant aux innovations et aux nouvelles cultures militantes qui prennent corps, et favoriser le dialogue entre les nouvelles et les anciennes générations militantes.

En définitive, la nouvelle radicalisation de la jeunesse met en relief le potentiel du cycle de protestation en cours, mais elle pose aussi ouvertement une série d'enjeux essentiels dont la résolution conditionnera en grande mesure notre succès dans ce nouveau défi à l'ordre des choses régnant.

Stéphane Rozès

Politologue, maître de conférences à Sciences Po Paris.

Malaises dans la mondialisation

- 1 Izquierda Unida est une coalition créée en 1986 par la convergence de plusieurs organisations de gauche, notamment – la plus importante – le PCE.
- 2 Pour une analyse de l'évolution des mouvements sociaux dans l'État espagnol, voir Pastor, J. « La evolución de los nuevos movimientos sociales en el Estado español » en Ibarra, P.-Tejerina, B, (ed.). *Los movimientos sociales*. Madrid : Trotta, 1998. pp. 69-88. Et également : Pastor, J. « Una izquierda alternativa, para qué ? » en Pastor, J. (coord.). *Opciones alternativas*. Madrid : Ediciones La Catarata. pp. 125-156.
- 3 On peut trouver des informations sur ce référendum sur www.consultadeuda.org et www.rcade.org
- 4 Herreros, T. « Introducción: el movimiento okupa a finales del siglo XX » a AAVV *Okupación, represión y movimientos sociales*. Barcelona : Diatriba, 1999. Pp. 13-34.
- 5 García, J. « Okupa » in *Viento Sur* n° 50, pp. 77-80.
- 6 Pour une vision panoramique globale de la radicalisation de la jeunesse, on peut consulter le livre de Naomi Klein, *No Logo* (London : Flamingo, 2000), qui se rapporte à la réalité anglo-saxonne et aux premières étapes du mouvement. Voir également : Aguiton, Ch. *Le monde nous appartient* (Paris : Plon, 2000).
- 7 Cockburn, A.-St. Clair, J.-Sekula, A. *5 Days that shook the world. Seattle and beyond*. (London : Verso, 2000). Pour se familiariser avec les visions stratégiques de certains jeunes militants nord-américains, on se reportera utilement à : Muchala, B. *Student Voices. One Year after Seattle* (Washington Institut for Policy Studies, 2000).
- 8 Voir : Martinez, B. « Where Was the Color in Seattle ? Looking for Reasons Why the Great Battle was So White » in *Monthly Review*, Vol 52, n° 3, 2000. pp. 141-147. Et : Muchala, B. *Op. Cit.*
- 9 Aguiton, Ch. *Op. Cit.*
- 10 Klein, N. « Como una nube de mosquitos » in *Viento Sur*, n° 53, 2000. pp. 57-64.
- 11 Albert, M. « The trajectory of change », 2000 (édition électronique de *Z magazine* : www.zmag.org).
- 12 Pour la dynamique du mouvement aux États-Unis, on peut se reporter entre autres à : La Botz, D. « Moving for global justice » in *Against the current*, Vol. XV n°4, 2000.
- 13 On trouvera divers articles sur cette mobilisation sur le site web de l'hebdomadaire *Green Left Weekly* : www.greenleft.org.au
- 14 Pour une plus large information, consulter le site web de *RTS* : www.reclaimthestreets.net
- 15 Klein, N. *No Logo, op. cit.* ; et Aguiton, Ch. *Op. Cit.*
- 16 Sur les rapports entre mouvements et partis et la nécessité de développer un travail spécifique sur ce terrain, voir : Bensaïd, D. *Le sourire du spectre*. Paris : Michalon, 2000 et Bensaïd, D. *Éloge de la résistance à l'air du temps*. Paris : Textuel, 1998 ; également : Aguiton, Ch. et Corcuff, Ph. « Mouvements sociaux et politiques : entre anciens modèles et enjeux nouveaux » in *Mouvements*, n° 3, 1999. pp.8-18.
- 17 Voir : « Melbourne : la unidad nos dio la victoria » (interviews par Susan Price de différents organisateurs du *S11*) in *Viento Sur*, n° 53, 2000. pp. 83-87.

(Traduit de l'espagnol
par Robert March)

Opinion publique, mouvements sociaux et mondialisation. À la veille du sommet du G8 de

Gênes, deux Français sur trois « approuvaient les mouvements et associations qui manifestaient contre la mondialisation lors des sommets et rencontres internationales »¹. À l'issue de cette rencontre, 66 % éprouvaient de l'« inquiétude » ou de l'« hostilité » à l'égard de la « mondialisation telle qu'elle se passe actuellement ». Seuls 17 % exprimaient de l'« enthousiasme ou de la confiance »². Soit une progression de 5 points de la défiance et une baisse de 11 points de la confiance par rapport à l'attitude lors de la réunion de l'OMC à Seattle³. Déjà, lors du sommet européen de Nice, 55 % des Français éprouvaient de la « solidarité ou de la sympathie à l'égard des contre-manifestants »⁴. Quant à Jacques Chirac, à la veille de Gênes, il appelait dans le *Figaro* à « humaniser la mondialisation » et au cours du sommet il se distinguait des autres chefs d'État du G.8 en prenant en considération les aspirations des manifestants.

L'opinion publique est donc vite devenue un enjeu tactique de la mondialisation, intégré par ses différents protagonistes en amont de l'organisation des sommets internationaux, transformés ces dernières années en caisse de résonance de leur contestation. Mais la question de l'« Opinion » se profile aussi stratégiquement. Certains parmi les critiques de la mondialisation comme chez des mondialistes convaincus, en font l'instance globale de la Société Civile appelée à devenir un contre-pouvoir utile aux marchés financiers. Au couple traditionnel, régulé démocratiquement, politique/économie se substituerait ainsi au plan mondial un vis-à-vis globalisé Opinion/marchés financiers. Souvent, dans les débats publics, ces deux dimensions tactiques et stratégiques de l'Opinion se recouvrent.

Pour éclairer le débat et pour poser de nouveaux jalons de réflexion, il s'avère nécessaire, s'agissant de la notion d'Opinion, de distinguer la question de son attitude à l'égard de la mondialisation à travers le cas français (les données internationales demeurant partielles), de la question plus vaste et ouverte de son impact réel sur le cours des choses et de son aptitude virtuelle à devenir une instance de la mondialisation. La question de l'attitude de l'Opinion à